

après ces mois, bondit à nouveau en avant vers de nouveaux sommets.

Il est encore trop tôt pour dessiner les contours précis de ce qui nous attend. Nous avons déjà reçu un signal d'alarme nous prévenant qu'il n'est pas nécessaire que le schéma habituel se reproduise. Ce signal c'est l'absence des investissements de capitaux durant le boom et les manifestations particulières courantes de cette absence dans l'industrie du bâtiment. Ce sont là des symptômes d'un système qui a perdu sa vitalité.

Il y a plusieurs variantes possibles. En laissant de côté l'éventualité d'un plongeon désespéré dans la guerre de la part de la classe dominante (comme sa seule façon de « résoudre » la crise), ou d'une révolution prolétarienne victorieuse, il y a la variante qui peut résulter d'une combinaison d'aspects de la dépression 1920-1921 et de la catastrophe qui se déclencha en 1929. Dans la crise de 1929, l'économie déclina constamment pendant quatre ans avant

d'atteindre le fond du déclin et ne fut jamais capable d'atteindre de nouveau l'ancien niveau le plus élevé. Le déclin qui est en cours peut ultérieurement tomber à 20 ou 30 % en-dessous du point culminant d'après guerre, avec une armée de chômeurs normale de huit à dix millions; la production pourrait alors se stabiliser à ce niveau plus bas pour une période relativement plus longue (seulement pour glisser plus bas dans une étape suivante. Une stabilisation aux niveaux proches de ceux que la production atteint actuellement est absolument impossible. D'autre part, certaines phases du déclin peuvent s'avérer plus précipitées que celles de 1920-1921 ou 1929-1932. En outre, nous le répétons, il y a de bonnes raisons pour attendre une combinaison de développements qui peuvent prendre des formes absolument inattendues.

En tout cas, il n'y a aucune base réelle pour envisager avec confiance l'avenir économique du capitalisme américain.

(Traduit de : *Fourth International*, juin 1947).



AUX « EDITIONS PIONNIERS »

Une œuvre marxiste classique

Conception matérialiste de la question juive

par A. LEON



UN VOLUME : 90 FRANCS

E. GERMAIN

L'Italie à la croisée des chemins

I. — UNE ECONOMIE DELABREE

Crise de structure économique

DE toutes les grandes puissances capitalistes, l'Italie est la plus faible, tant par ses propres ressources que par la place qu'elle occupe dans le monde. Venue trop tard, dans la course au partage du globe, la bourgeoisie italienne n'a pu accaparer pour sa part que les bandes de sable désertes de la Tripolitaine. Mais alors que l'Allemagne et le Japon surent compenser leur retard historique, l'une par son industrie hautement rationalisée, l'autre par sa force de travail bon marché, le capitalisme italien voyait sa faiblesse accentuée davantage par l'étroitesse de sa base technique et sa pauvreté en ressources matérielles.

Venu au monde sans une révolution victorieuse des masses, l'Italie moderne est marquée dès sa naissance de ce stigmate d'une bourgeoisie impuissante à réaliser sa mission historique : la question agraire non résolue. L'industrie, concentrée dans le nord du pays, reste ainsi dépourvue d'un large marché payan nécessaire à son expansion, et revêt le caractère d'une industrie parasitaire : elle ne peut vivre que grâce aux subventions de l'Etat et au protectionnisme. Pour maintenir en vie cette industrie, l'Etat fait payer au pays des prix largement au-dessus de ceux du marché mondial et distribue aux industriels le produit des impôts particulièrement lourds imposés aux paysans. De ce fait, l'Italie méridionale est littéralement écumée par la bourgeoisie du Nord, et arrêtée net dans son développement. Le divorce entre les deux parties du pays s'accroît encore par suite de l'absentéisme des propriétaires fonciers méridionaux, qui maintiennent l'exploitation agricole sur la base de la petite exploitation familiale — que la forme juridique soit celle des latifundia, du métayage ou du fermage — et investissent le produit de leur rente dans l'industrie septentrionale. Il en résulte, dans le sud du pays, une surpopulation permanente des villages ainsi qu'une misère effroyable des journaliers saisonniers, des petits fermiers et des autres exploités, surpopulation et misère qui sont à leur tour la cause fondamentale de ces plaies de l'Italie contemporaine qui s'appellent : le chômage permanent, le paupérisme, le banditisme, l'obscurantisme et le clientélisme politique.

Si le parasitisme caractérise toute l'industrie italienne, c'est un trait particulièrement accentué de l'industrie

lourde. Ne renfermant ni houille, ni minéral de fer, le sol italien ne peut livrer qu'une seule matière première abondante à l'industrie lourde : l'électricité. L'électrification de l'industrie n'est cependant rentable que si celle-ci est suffisamment développée. Or, l'étroitesse du marché intérieur et l'absence de tout marché extérieur important enlèvent toute base de développement « normal » à une industrie italienne électrifiée. Celle-ci n'a pu être que l'enfant des sept guerres que la bourgeoisie italienne a menées au vingtième siècle. Elle n'a pu se développer et prendre son caractère hypertrophié actuel que sur la base des commandes d'Etat et des subventions régulières au moyen desquelles l'Etat renflouait les trusts arrivés au seuil de la banqueroute. Cette « garantie étatique des bénéfices » déjà pratiquée par le régime préfasciste fut systématisée et légalisée durant l'ère mussolinienne, avant tout grâce aux organismes para-étatiques tels que l'I.R.I. (Institut de Reconstruction Industrielle), qui tous, sous le couvert d'intervention ou même de propriété étatique (l'Etat italien possède actuellement encore 36,3 % du total des capitaux des sociétés par actions), ont pour but de garantir le profit des monopoles et d'étendre leur royaume industriel avec l'argent des contribuables.

Ayant une base matérielle insuffisante, étouffant dans son milieu agricole arriéré, se développant spasmodiquement sous le fouet des commandes d'Etat pour retomber, à intervalles réguliers, dans des crises particulièrement graves, l'industrie italienne a, précisément pour ces raisons, parcouru plus rapidement les différents stades du développement du capitalisme monopolé. La concentration des capitaux y atteint un degré inconnu dans les autres pays d'Europe. 46 sociétés par actions, soit 0,2 % de toutes les sociétés, y possèdent 62 % du capital total du pays. Neuf sociétés par actions, ayant un capital supérieur à un milliard de lires, possèdent ensemble un tiers de tout le capital italien. La moitié de toutes les actions des sociétés italiennes se trouvant entre les mains de plus d'un million d'actionnaires, est aux mains de 657 personnes ! Au début du siècle, une grande banque, la « Banca Commerciale » disposa d'un contrôle devenu légendaire sur l'ensemble de l'économie du pays. Depuis lors, le développement de l'industrie lourde sous